

1,4 milliard, le coût estimé du Pacte d'excellence

Le Segec (secrétariat général de l'enseignement catholique) a listé les mesures les plus importantes et urgentes qui pourraient être intégrées dans le Pacte pour un enseignement d'excellence. Il a aussi sorti sa calculatrice pour faire coller la réalité des chiffres aux mesures

proposées. Le coût total des 7 mesures listées par le Segec est estimé à 1,369 milliard d'euros. À titre de comparaison, le budget global annuel de l'enseignement obligatoire s'élève à 7 milliards d'euros... Dans sa liste de mesures, le Segec intègre notamment l'allon-

gement de la formation des instituteurs (5 ans au lieu de 3), le poste le plus coûteux (700 millions d'euros), notamment en raison de la nécessité de payer trois quarts des professeurs, actuellement gradués ou régents, au niveau barémique des universitaires.

Le coût du Pacte d'excellence évalué à 1,4 milliard

Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'a pas d'autre choix que de piocher dans les 150 mesures proposées pour le Pacte d'excellence. Sur tout en regardant leur coût...

NATHALIE BAMPS

Les travaux préliminaires du Pacte pour un enseignement d'excellence ont abouti à la rédaction de 150 propositions, qui seront présentées jeudi aux députés de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Toutes ne seront pas réalisables. Les experts, aidés par le bureau de consultance Mc Kinsey, sont occupés actuellement à évaluer l'impact en termes de faisabilité, de résultats espérés et... de coût. Un screening précis est fait pour chacune des mesures. La méthode Mc Kinsey fait son œuvre.

Et pas de doute, il va falloir élarguer. Le service d'étude du Segec (enseignement catholique) a fait chauffer sa calculatrice pour évaluer le coût des mesures prioritaires (listées comme urgentes) mises sur la table. Il arrive à une facture de 1,369 milliard d'euros, et 700 millions d'euros annuels en rythme de croisière! «C'est 15% du budget global de l'enseignement, alors que les caisses sont déjà vides», constate Laurent Henquet, député MR à la FWB, qui s'inquiétait hier, en commission enseignement, du financement du Pacte. Et pour cause. La semaine dernière, le contrôle budgétaire de la FWB a révélé un nouveau trou dans le budget, 70 millions qui

viennent s'ajouter au déficit de 200 millions d'euros déjà annoncé en début d'exercice.

«Je laisse au Segec la paternité de ces chiffres concernant le Pacte, lui a répondu hier en commission Education Marie-Martine Schyns. La ministre de l'Enseignement dit attendre les analyses d'impact. «Ces chiffres ne concernent que les dépenses. Il faudra réfléchir plus globalement», dit-elle, en précisant que les priorités du gouvernement sont loin d'être arrêtées.

Effets retour

Réfléchir plus globalement, cela suppose aussi de voir quels seront les effets retour du Pacte. Viser par exemple la fin du redoublement permettra de récupérer une partie des montants qui filent dans ce poste. Son coût global s'élève à 400 millions d'euros. Tout ne pourra pas être récupéré (on ne vise pas l'interdiction pure et simple du redoublement), mais une partie, si les mesures portent leurs fruits... Le gouvernement de la FWB compte aussi sur la neutralité budgétaire de certaines mesures pour pouvoir lancer le Pacte.

Cela étant, les mesures urgentes listées par le Segec, elles, seront coûteuses, quoi qu'il arrive. Le 1,4 milliard cité comprend 700 millions pour l'allongement de la formation initiale des profs. Sa nécessité fait l'objet d'un large consensus dans la classe politique. «À condition d'y mettre du contenu, précisent le MR et Ecolo. Barbara Trache,

députée Ecolo, estime par exemple que c'est au travers de la formation des profs qu'il faudra donner les outils pour éviter le redoublement.

L'égalité de traitement et la gratuité de l'école pourraient coûter 485 millions d'euros. Ajoutez encore l'encadrement en maternelle (73 millions), jugé prioritaire pour Ecolo – «un bon démarrage à l'école, impossible dans une classe de 30 enfants de 3 ans, est la meilleure garantie de réussite», dit Barbara Trache. Le MR, comme le Segec, pointe aussi l'aide administrative et éducative au fondamental (40 millions), le défi démographique (43 millions), des travaux prioritaires (urgence, sécurité rénovations, 20 millions), l'intégration de conseillers en prévention (8 millions).

«Pas de doute, conclut Barbara Trache, même si l'enseignement est déjà bien financé, il faudra un coup de pouce accélérateur». Où la FWB le trouvera-t-elle? Le mystère reste entier... «On aurait pu plaider auprès de l'Europe pour immuniser certaines dépenses d'enseignement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, comme l'a fait le fédéral avec les mesures sécurité après les attentats, dit Christos Doulkeridis (Ecolo), en précisant: «L'enseignement, comme la culture, ont été cités comme leviers pour la lutte contre le terrorisme par Gilles de Kerkhove lui-même (le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme). L'Italie l'a fait. Rudy Demotte nous a répondu que ce n'était pas possible».

FINANCEMENT

UNE INTERVENTION PRIVÉE QUI INTERPELLE

Ecolo a déposé une motion réclamant la clarté sur le financement des travaux préparatoires du Pacte d'excellence. Ces travaux sont guidés par le **cabinet de consultance McKinsey**, qui a aussi rédigé le rapport portant sur le diagnostic de l'état de notre enseignement. Mais cette intervention du privé, dont le financement reste flou, interpelle la députée Ecolo **Barbara Trache**. «*McKinsey est rémunéré par des mécènes. Quelle garantie a-t-on que les décisions prises le seront en toute indépendance?*» La députée a interpellé hier la ministre Marie-Martine Schyns. Cette dernière a expliqué qu'**un tel processus ne pouvait être géré par le cabinet et l'administration de l'enseignement sans supports extérieurs**. «*La convention avec McKinsey précise que le mécénat n'exercera pas d'influence sur les services*

et fournitures des travaux de McKinsey, ajoute-t-elle. «Encore heureux!» dit Barbara Trache. Le montant de la soumission interpelle aussi Ecolo. «*La ministre cite 38.000 euros, on sait que c'est bien plus que cela (le montant de 8 millions circule). Mais combien, elle est incapable de le dire. Ça pose aussi question...*». «*Le gouvernement était informé que ce prix ne couvrirait pas la totalité*, répond Schyns. Les prestations de McKinsey dans la phase 3 du Pacte (analyse d'impact) sont rendues à titre gratuit. Qui paie alors la facture? Des fondations privées belges: **la Fondation Baillet Latour** (au sein de laquelle on retrouve la famille de Spoelberch, actionnaire d'AB InBev) et **la Fondation Libeert**. «*Ils ont été sensibles à la démarche du Pacte, à l'importance de faire bouger les lignes au sein du système scolaire belge*», justifie Schyns. **N.B.**

«Même si l'enseignement est déjà bien financé, il faudra un coup de pouce accélérateur.»

BARBARA TRACHE
ECOLO